

Rapport et proposition de la commission de vérification des comptes à l'assemblée générale des actionnaires du chemin de fer du Saint-Gothard = Bericht und Antrag der Kontrollstelle an die Generalversammlung der Aktionäre der Gotthardbahngesellschaft üb...

Autor(en): **Grob / Philippi / Cramer-von Wyss**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Rapport de la Direction et du Conseil d'Administration du Chemin de Fer du Gothard**

Band (Jahr): **28 (1899)**

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-622991>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Rapport et proposition

de la

Commission de vérification des comptes

à

l'Assemblée générale des actionnaires du chemin de fer du Saint-Gothard

concernant les comptes et le rapport de gestion de l'exercice 1899.

Messieurs,

Les soussignés, désignés par l'Assemblée générale du 30 juin 1899 pour faire partie de la Commission de contrôle chargée de soumettre à un examen détaillé les comptes de la Compagnie du chemin de fer du Saint-Gothard pour l'exercice 1899, se sont acquittés de leur mandat du 11 au 13 juin courant et ont l'honneur de vous présenter leur rapport et de formuler leurs propositions.

Nous avons lu d'abord avec intérêt le 28^e rapport de gestion de la Direction et du Conseil d'administration. Ce rapport aussi bien que la totalité des comptes qui ont été soumis à notre contrôle, sont un témoignage éloquent de l'intelligence et de la sûreté de vues avec lesquelles l'entreprise du St-Gothard est constamment dirigée et administrée. Nous ne pouvons non plus nous empêcher d'exprimer la satisfaction que nous cause le résultat financier si exceptionnellement heureux de l'exercice écoulé, mais nous nous rangeons entièrement à l'opinion énoncée par l'Administration à la page 48, comme quoi ce résultat doit être regardé comme *extraordinairement* favorable et sommes aussi de l'avis que par ce motif il ne faut pas se laisser entraîner à des mesures qui pourraient aisément être suivies de déceptions peu agréables. Le correctif de cette élévation sans précédent des recettes, l'augmentation notable des dépenses, se fera sentir sans aucun doute et le fait que l'époque de la liquidation de la Compagnie se rapproche toujours plus, est également de nature à nous conseiller la prudence. Une comparaison avec les résultats de 1898 nous montre en effet que les recettes d'exploitation accusent en 1899 une plus-value de fr. 1,662,271. 65 en regard, il est vrai, d'une augmentation des dépenses de „ 365,005. 20 l'excédent net est donc de fr. 1,297,266. 45

Or, nous voyons par le rapport avec une réelle satisfaction que l'Administration, s'inspirant des principes à la base d'une gestion saine et correcte, n'affecte pas cet excédent exceptionnel à un relèvement du dividende, mais tenant compte spécialement des „dépenses à amortir“ qui, fin 1898, se montaient encore à plus de 17 millions de francs, profite du résultat favorable de l'exercice pour opérer de très notables amortissements ; c'est ainsi que les faux-frais de la conversion en 3½ % de l'ancien emprunt 4 % de 100 millions de francs, faux-frais qui s'élevaient primitivement à fr. 1,232,879. 45, sont amortis cette année jusqu'à concurrence de fr. 600,000, de sorte que le reliquat à amortir n'est plus que de fr. 127,800. 50.

Pareillement, nous constatons un amortissement de fr. 200,000 sur le compte des „immeubles“, mesure qui se justifie d'autant plus que la liquidation de ce compte entraînera probablement une perte assez sensible.

Nous mentionnons enfin le versement extraordinaire de fr. 400,000 dans le fonds de renouvellement, somme conforme à la disposition de la nouvelle loi sur la comptabilité qui prescrit que le mobilier et les ustensiles sont aussi des facteurs à considérer pour la détermination du fonds de renouvellement.

Grâce en partie à cette allocation exceptionnelle, la situation du fonds de renouvellement a été relevée de fr. 5,000,000 fin 1898 à fr. 6,156,950. 83 fin 1899.

Nous rappellerons encore que le compte de capital boucle au 31 décembre 1899 par un solde passif de fr. 5,326,228. 97; nous vous renvoyons à cet égard à l'exposé détaillé de la Direction. Il va de soi que ce solde passif disparaîtra dès qu'on procédera à l'émission de nouvelles obligations, opération qui d'ailleurs n'est nullement urgente pour le moment, c'est-à-dire aussi longtemps qu'on disposera du fonds de renouvellement.

La situation de la caisse de secours en cas de maladie pour les ouvriers du service de surveillance et d'entretien (pages 76/77) accuse à la fin de l'année une diminution d'environ fr. 3000; nous ne doutons point que, si ce déficit venait à se reproduire souvent, l'Administration ne consente à prélever sur le compte d'exploitation une somme équivalente en faveur de cette caisse.

Nous avons appris avec plaisir que la revision des statuts de la caisse de secours pour les fonctionnaires et employés est maintenant un fait accompli. Le taux des cotisations des membres est à présent de 4%, celui de l'allocation de la compagnie de 7%, le maximum de la somme assurée a été porté à fr. 4000 et le maximum de la pension à 66,66%, le capital d'assurance dépasse 4 millions et demi de francs, toutes conditions qui font de cette institution de prévoyance l'une des plus solidement constituées.

Comme vous le voyez par ce qui précède, nous avons étudié avec attention le rapport de gestion de la Direction du Conseil d'administration; selon l'usage, nous avons ensuite vérifié en détail les registres et pièces comptables qui nous ont été soumis.

En premier lieu, nous avons reconnu la concordance des comptes imprimés avec les comptes manuscrits et celle de ces derniers avec les inscriptions du grand-livre. Après cela, nous avons pointé les pièces comptables du compte d'exploitation pour tout le mois de mai et pouvons déclarer que toute la comptabilité se trouve dans un ordre parfait.

Nous avons en plus vérifié la caisse et le portefeuille; la première accusait le 12 juin 1900, à 9 heures et demie du matin, un solde en espèces de fr. 82,124. 01 et le second renfermait le chiffre extraordinairement élevé de fr. 4,173,260. 10 en lettres de change, toutes munies de signatures de première qualité. L'élévation du chiffre ci-dessus s'explique par le fait de l'échéance de fin juin pour le dividende ainsi que d'autres dépenses assez considérables.

Enfin nous avons opéré de nombreux pointages dans les titres de la Compagnie et des fonds spéciaux ainsi que dans les titres déposés par des tiers; l'évaluation des titres ne nous suggère aucune observation. La situation de ces différentes valeurs concorde exactement avec les comptes et registres.

Nous nous permettons de formuler nos propositions en ces termes:

1° L'Assemblée générale approuve les comptes et le rapport de l'exercice 1899 et en donne décharge au Conseil d'administration et à la Direction en les remerciant de leur excellente gestion.

2° L'Assemblée générale adopte les propositions du Conseil d'administration et de la Direction relatives à l'emploi du bénéfice net de l'exercice 1899.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de notre considération la plus distinguée.

LUCERNE, le 13 Juin 1900.

Grob.
Philippi.
Cramer-von Wyss.

Bericht und Antrag

der

Kontrollstelle

an die

Generalversammlung der Aktionäre der Gotthardbahngesellschaft

über die

Rechnung und den Geschäftsbericht

pro 1899.

Tit.!

Des Auftrags, mit welchem Sie in der Generalversammlung vom 30. Juni 1899 die ergebenst Unterzeichneten betraut haben, die Rechnungen der Gotthardbahnunternehmung vom Jahre 1899 einer einläßlichen Prüfung zu unterziehen, haben wir uns in den Tagen vom 11.—13. Juni a. c. entledigt, und beehren uns hiemit, Ihnen über unsern Befund Bericht zu erstatten bezw. unsere Anträge zu formulieren.

Von dem zu unserer Kenntnis gebrachten achtundzwanzigsten Geschäftsbericht der Direktion und des Verwaltungsrates haben wir vorerst mit Interesse Einsicht genommen. Sowohl dieser Bericht als die sämtlichen, unserer Kontrolle unterbreiteten Rechnungen geben beredtes Zeugnis von der Ein- und Umsicht, mit welcher das Gotthardbahnunternehmen stetsfort geleitet und verwaltet wird. Wir können nicht umhin, auch unsererseits dem Gefühl der Befriedigung Ausdruck zu leihen über das so ausnehmend günstige finanzielle Ergebnis des Rechnungsjahres. Wir gehen aber durchaus einig mit der von den Verwaltungsbehörden pag. 48 geäußerten Auffassung, daß das Jahr 1899 als ein *a u s n a h m s w e i s e* günstiges betrachtet werden muß, weshalb man sich auch nicht zu Maßnahmen darf verleiten lassen, denen leicht unangenehme Enttäuschungen folgen könnten. Das Korrelat der ungeahnt hohen Einnahmen, eine erhebliche Steigerung der Ausgaben, wird ohne Zweifel nicht ausbleiben; und ebenso mahnt der immer näher in Sicht kommende Zeitpunkt der Liquidation der Gesellschaft zur Vorsicht. Mit andern Worten: Gegenüber den Ergebnissen des Vorjahres ergab der Betrieb im Jahre 1899 eine Mehreinnahme von Fr. 1,662,271. 65 denen allerdings auch Mehrausgaben, aber nur „ 365,005. 20 gegenüberstehen, so daß ein Nettoüberschuß von Fr. 1,297,266. 45 konstatiert wird.

Nun entnehmen wir dem Bericht mit Befriedigung, daß die Verwaltung diesen außergewöhnlichen Überschuß nicht in eine erhöhte Dividende umsetzen, sondern daß sie, speziell mit Rücksicht auf die „noch zu amortisierenden Verwendungen“, welche Ende 1898 noch mehr als 17 Millionen Franken betragen, das günstige Betriebsergebnis, einer soliden Geschäftsgebarung gemäß, zu außerordentlichen Abschreibungen benutzen will. So werden an den ursprünglich Fr. 1,232,879. 45 betragenden Unkosten der Konversion des frühern 4 % Anleihe von 100,000,000 Franken in ein 3½ % dieses Jahr volle Fr. 600,000 getilgt, sodaß nur noch Fr. 127,800. 50 zur Abschreibung verbleiben.

Ebenso heben wir hervor, daß auf dem Konto „Liegenschaften“ Fr. 200,000 abgeschrieben werden, was um so gerechtfertigter erscheint, als sich bei der Liquidation dieses Kontos größere Verluste voraussehen lassen.

Wir erwähnen endlich noch der außerordentlichen Einlage von Fr. 400,000 in den Erneuerungsfonds; diese Summe entspricht der Forderung des neuen Rechnungsgesetzes, daß auch das Mobilien und die Gerätschaften bei der Bemessung des Erneuerungsfonds zu berücksichtigen seien.

Zum Teil durch diese außerordentliche Dotierung ist der Bestand des Erneuerungsfonds von Fr. 5,000,000 per Ende 1898 auf die Höhe von Fr. 6,156,950. 83 per Ende 1899 gebracht worden.

Noch mag erwähnt werden, daß die Kapitalrechnung auf Ende des Rechnungsjahres einen Passivsaldo von Fr. 5,326,228. 97 ergibt. Wir verweisen in Beziehung auf denselben auf den ausführlichen Bericht der Direktion. Dieser Passivsaldo wird natürlich verschwinden, sobald man zur Ausgabe neuer Obligationen schreitet; diese dürfte aber einstweilen nicht dringlich sein, solange man den Erneuerungsfonds zur Verfügung hat.

Bei der Krankenkasse für die beim Bahnaufsichts- und Unterhaltungsdienst beschäftigten Arbeiter (pag. 74/75) ergibt sich eine Verminderung des Bestandes auf Ende des Berichtsjahres im Betrage von ca. Fr. 3000. Wir zweifeln nicht daran, daß die Verwaltung bei öfterer Wiederkehr von dießfälligen Mehrausgaben sich zu einem entsprechenden Beitrag aus der Betriebsrechnung verstehen wird.

Mit Vergnügen haben wir Kenntnis genommen von dem erfolgten Abschluß der Revision der Statuten für die Hilfskasse der Beamten und Angestellten. An diese Versicherung tragen nun die Mitglieder 4%, die Gesellschaft 7% bei, sodaß bei einem Versicherungsmaximum von Fr. 4000 und einer Maximalpension von 66,66% und einem Versicherungskapital von über 4½ Millionen Franken die Hilfskasse wohl zu den bestfundierten Instituten dieser Art gehören dürfte.

Nachdem wir den Geschäftsbericht der Direktion und des Verwaltungsrates, wie Sie aus Vorstehendem zu ersehen belieben, sorgfältig durchgegangen, haben wir in gewohnter Weise die Detailprüfung des uns vorliegenden Rechnungsmaterials vorgenommen.

Wir haben zuerst die Übereinstimmung der gedruckten Rechnungen mit den geschriebenen und diese mit den Einträgen im Hauptbuche konstatiert. Hierauf haben wir die Belege des ganzen Monats Mai der Betriebsrechnung punktiert und können die Erklärung abgeben, daß wir alles in guter Ordnung gefunden haben.

Ferner haben wir die Kasse und das Wechsel-Portefeuille verifiziert. Erstere ergibt auf 12. Juni 1900, vormittags ½10 Uhr einen Barsaldo von Fr. 82,124. 01 letzteres den ungewöhnlich hohen Bestand von Fr. 4,173,260. 10 durchweg in Wechseln mit ersten Bankunterschriften. Diese Höhe erklärt sich durch die auf Ende Juni fällige Dividende und andere größere Ausgaben.

Schließlich machten wir zahlreiche Stichproben aus dem Wertchriftenbestand der Gesellschaft, der Spezialfonds und der von Dritten deponierten Wertpapiere; die Wertung der Titel gibt zu keinen Bemerkungen Anlaß. Auch den Wertchriftenbestand fanden wir in voller Übereinstimmung mit Rechnung und Büchern.

Wir gestatten uns, folgende Anträge zu stellen:

1. Es seien Rechnung und Geschäftsbericht pro 1899 zu genehmigen und dem Verwaltungsrat und der Direktion unter Verdankung ihrer vorzüglichen Geschäftsführung Decharge zu erteilen.
2. Es sei den Anträgen der obgenannten Behörden in Bezug auf die Verwendung des Reingewinnes zuzustimmen.

Mit vollkommener Hochachtung!

Luzern, den 13. Juni 1900.

Grob.
Philippi.
Cramer-von Esch.